

On a choisi ce texte de Miguel Amoros extrait de son livre: "Préliminaires, une perspective anti industrielle" aux éditions de la Roue

### **La rupture avec le capitalisme est-elle possible à partir de la ville ?**

**Dans un contexte de crise écologique , économique, politique et sociale , les attaques contre le territoire s'intensifient. Comment empêcher la destruction du territoire à partir de la ville ?**

« Ville » n'est pas le mot adapté pour désigner les agglomérations urbaines actuelles, esclaves des véhicules, sans limites, sans unité et sans projet commun. Il serait plus juste d'utiliser le terme « conurbation », car la conurbation fait tout de même partie de même territoire, même si elle en est la partie détruite. La défense du territoire est aussi une défense de la ville, si l'on veut la ramener à son sens premier, c'est à dire la dés-urbaniser. Par ailleurs, la marchandisation complète du territoire ruine ce qui pouvait rester de libre et de gratuit du mode de vie rural, qui a été totalement transformé en mode de vie suburbain. Du côté créatif, on peut combattre parfaitement la destruction territoriale depuis les quartiers urbains en établissant des ponts avec la campagne, soit pour s'y installer, soit pour ramener la campagne dans la conurbation. Il n'est pas nécessaire d'en dire davantage sur les groupes de consommateurs où les potagers urbains. Du côté de la résistance, les contingents nécessaires pour s'opposer aux attaques du pouvoir devront forcément venir des conurbations étant donné que la campagne est quasiment dépeuplée. En résumé, à la campagne comme dans les conurbations, il faut promouvoir des modes de vie non capitalistes, c'est à dire tout ce qui peut être en marge de l'économie et de l'État, tout en organisant la résistance contre les agressions constantes que le territoire subit.

**Cette opposition est -elle compatible avec le mode de vie urbain ?**

Il est évident qu'il existe une énorme opposition entre l'espace, tel qu'il est modelé par la marchandise, et celui qui abriterait une humanité libérée. La même opposition existe entre le temps de la marchandise et le temps humain. La façon de vivre imposée par le capitalisme : faire payer et encaisser pour tout, est absolument incompatible avec un mode de vie biologique et culturellement équilibré, solidaire et libre.

**Comment se passerait la défense du territoire à partir de la ville ?**

**La défense des quartiers serait -elle un bon point de départ pour défendre la terre ?**

La décision de combattre de l'intérieur comme de l'extérieur de la conurbation résulte de la prise de conscience du conflit réel provoqué par les contradictions du système de domination, qui sont bien visibles dans le changement climatique, la destruction du territoire et l'exclusion sociale. La contradiction principale, qui vient de l'extérieur , se joue entre les nécessités illimitées impliquées par la croissance et les ressources très limitées que la technologie ne peut pallier. En contrepartie, la plus grande contradiction interne réside dans la même production capitaliste quand le prix du travail toujours à la baisse, et l'éclatement des bulles financières ne permettent pas d'atteindre le niveau de consommation nécessaire à l'obtention des profits suffisants ; en d'autres termes, quand l'extraction de la plus value ne suffit plus à assurer la progression des capitaux.

La lutte contre les inégalités et la marginalisation des quartiers revêt, encore timidement, un double aspect : d'une part, avec la mise en œuvre de moyens d'auto-organisation et d'autodéfense au sein d'assemblées de quartier ou de comité de défense. Ce sont des indicateurs de la décolonisation de la vie quotidienne et la désétatisation de la vie publique

**Que faire du concept de classe dans le cadre de la défense du territoire ? Existe-t-il une classe**

## **ouvrière. Y-a-t-il lutte de classe ?**

Après s'être emparé de toute la société et avoir colonisé tous ses aspects, le capitalisme engendre des antagonismes constants qui sont sources de conflits. La société capitaliste est divisée. Quand une partie est consciente d'elle-même, de sa force et de ses possibilités, elle forme une classe. Les classes ne sont pas des facteurs sociaux stables ; elles évoluent et se transforment en fonction des résultats changeants des alliances et des affrontements qui les opposent. Elles sont des produits historiques. Dès lors qu'un pouvoir séparé est parvenu à se construire, il y a une classe dominante et une population dominée. Une classe propriétaire de l'État et une population sous tutelle. La capacité de celle-ci à former une classe *en soi* dépend de la conscience qui peut naître de sa résistance à la domination et de ses tentatives pour s'en libérer.

Dans les conditions actuelles de production et de consommation, les travailleurs ne forment pas une classe. Ils ne constituent pas un monde distinct, avec des règles et des valeurs propres. Ils ne désirent pas sortir du système mais aspirent seulement à prospérer à l'intérieur de celui-ci. Ils sont incapables de la moindre autonomie ; ils agissent toujours par l'intermédiaire de médiateurs. C'est ainsi parce que le conflit autour du travail ne va pas au-delà du capitalisme, ne projette pas son dépassement et se maintient toujours sur son terrain : le travail n'a jamais été que l'autre face du capital. La lutte pour les salaires et l'emploi ignore manifestement la nature du travail et ses conséquences. Exemples récents : les mineurs ne se sont jamais posés la question de l'impact des activités extractives sur l'environnement ; les ouvriers qui fabriquent les automobiles ou les réfrigérateurs, ou ceux qui construisent des autoroutes ou des centrales nucléaires, ne s'interrogent jamais sur la finalité de leur activité. Ils ne s'interrogent pas sur l'utilité sociale du travail et demandent moins encore son abolition comme marchandise : ils souhaitent simplement sa conservation et une meilleure rémunération. Ce qu'ils veulent réellement, c'est accéder à la marchandise, ne pas désertier son monde ; avoir un mode de vie consumériste qu'ils ont intériorisé, ne pas s'en détacher.

La marchandise est la vie quand la vie n'est plus qu'une marchandise. Quand rien d'autre ne compte, l'accès assuré à la marchandise est tout. Ces luttes ne dissolvent pas les conditions présentes, car elles n'ont rien à voir avec la lutte des classes. Quand l'empire de la marchandise est total, la classe antagonique, véritablement anticapitaliste, ne peut pas se forger depuis l'intérieur, depuis le travail, mais du dehors, à partir du vivant : dans le combat pour l'agora et la justice sociale, dans l'agro-écologie et la défense du territoire. Ce sont des luttes où le travailleur peut se détacher de l'aliénation qui le place en dehors de lui. La constitution de la liberté est au-dessus de tout droit du travail.

## **S'il y avait un exode urbain vers la campagne, comment se passerait ce repeuplement s'il devenait impossible de vivre en ville, comment cela affecterait-il la campagne, la ruralité ?**

L'impossibilité de survivre dans les conurbations amènera sans doute les populations vers la campagne et les incidences sur le territoire dépendront de la façon dont ce processus se réalisera. S'il se réalise de manière consciente, la ruralisation ne sera ni traumatique, ni désastreuse. Elle donnera naissance à des communautés villageoises. Si elle se produit sans conscience sous l'emprise de la faim, elle sera désordonnée et prédatrice, occasionnant chaos et violence, puisque domineront alors les bandes de désespérés et les mafias. Elle donnera lieu à l'apparition de mini-États militaristes. Et que l'humanité de la fin de la civilisation passe par des voies populistes ou fascistes, ou au contraire qu'elle choisisse les chemins de l'émancipation, dépendra alors du dénouement d'un processus de luttes sociales beaucoup plus intense que tous ceux du passé.

## **Comment se feraient les alliances entre les luttes, théoriquement toujours plus nombreuses, de défense du territoire et les autres luttes plus traditionnelles ?**

Les luttes salariales, ou celles contre les coupes financières dans la protection de la santé, contre les expulsions ou contre l'augmentation des transports publics ou de l'électricité, sont légitimes et nécessaires, car pour ceux qui sont englués dans la société de marché, la survie est primordiale. Cependant, seule la défense du territoire peut leur donner des perspectives anticapitalistes et catalyser la formation de

communautés. La connexion des luttes les unes avec les autres n'est pas facile, car la volonté d'amélioration de la survie qui domine dans les unes et la volonté de se séparer du système qui sera dans les autres sont des phénomènes opposés. En outre, la défense du territoire est presque toujours pensée d'un point de vue citoyeniste qui isole les problèmes et essaie de les rendre compatibles avec le progrès capitaliste. Cela apparaît de manière évidente lors des conflits NIMBY (« pas dans mon jardin ») et dans la manière de rentabiliser l'exclusion à travers l'« économie sociale ». Par conséquent, dans les circonstances actuelles, quand la radicalisation ne paraît pas désirable à la majorité, et si malgré tout le contact s'établit, alors il est probable que les mécanismes intégrateurs s'imposent.

### **Comment serait l'équilibre, instable en apparence, entre la crise écologique et la crise de la valeur dans le capitalisme ?**

Il n'y a pas d'équilibre mais interaction. Il y a ceux qui, après la débâcle financière, pointent la crise de la « valeur » et proclament la perte de la fonction de l'argent, de son expression matérielle, ce qui n'est pas certain. Le corralito argentin ne s'est pas reproduit. La confiance en l'argent ne s'est pas évaporée et donc celui-ci conserve la valeur d'échange : il traduit cette valeur. Le développement capitaliste, tout en zigzaguant sur le chemin du crédit, continue sa route, et par conséquent les effets de la baisse de taux de profit, la chute de la « valeur » peuvent encore être compensés, en particulier avec la destruction du territoire, c'est à dire avec sa transformation en force productive : éoliennes, fracking, culture transgéniques, incinérateurs, infrastructures .... Quand au reste, la crise revêt des aspects variés : économique, culturel, politique, économique, énergétique, démographique, alimentaire, sanitaire, urbain.... Il s'agit d'une crise globale, signe de la fragilité, du capitalisme contemporain. Quand le bateau sombre -- quand le productivisme se révèle problématique --, chercher la cause première ou la relation entre toutes les causes n'est pas le plus important : ce qui est urgent, c'est tout autant de sauver et d'organiser la survie de la collectivité que de démanteler la mégamachine.

questionnaire pour la charla du 26 avril 2014  
à l'ateneo associatif Nosaltres, quartier le Lavapiés, Madrid